

Médiateur | PAR FRANCK NOUCHI

« Le Monde » a-t-il surjoué l'affaire Benalla ?

Plusieurs centaines de lecteurs ont écrit au médiateur du « Monde » pour regretter que leur journal ait accordé trop de place à ce scandale. Certains estiment en outre que nous avons eu tort de parler à ce propos d'« affaire d'Etat ». La réponse du directeur de la rédaction du « Monde », Luc Bronner, et celle de Jérôme Fenoglio, le directeur du journal

Durant l'été, vous avez été très nombreux à m'écrire à propos de l'affaire Benalla. Au total, plusieurs centaines de lettres et de courriels, souvent critiques, voire très critiques à l'encontre du Monde. Préférant ne pas réagir sur l'instant, j'ai volontairement laissé passer cette vague de protestations. A présent que le calme est revenu – et sachant très bien que cette chronique risque de réamorcer le flot des commentaires –, me voilà mis en demeure d'examiner, pour l'essentiel, deux questions : *Le Monde* en a-t-il trop fait ? A-t-on eu tort de qualifier ce scandale d'« affaire d'Etat » ?

L'affaire débute, dans *Le Monde* du 20 juillet, par un scoop d'Ariane Chemin. Son article est titré : « Un proche de Macron mis en cause pour violences ». En sous-titre, on lit : « Alexandre Benalla, chargé de mission à l'Elysée, a frappé à terre un manifestant, le 1^{er} mai à Paris. » S'ensuivront, jusqu'à la pause estivale de la commission d'enquête sénatoriale, 106 articles publiés dans le quotidien et sur le site du Monde, auxquels s'ajoutent 77 autres articles publiés exclusivement sur *Lemonde.fr*.

Visiblement, pour beaucoup d'entre vous, c'était trop. Beaucoup trop. Avant de vous donner la parole, je voudrais rappeler ceci : vos courriels ont, pour la plupart, été écrits « à chaud ». Vous ne bénéficiiez donc pas du recul dont je dispose aujourd'hui. Si j'en cite certains, c'est, outre leur intérêt propre et les critiques qu'ils formulent à notre endroit, qu'ils sont significatifs des rapports que certains d'entre vous entretiennent avec notre journal. Je précise que j'ai volontairement mis de côté les nombreuses lettres de félicitations nous encourageant à poursuivre notre travail de mise au jour de faits qui, sans le travail de la presse, seraient restés inconnus.

Pour commencer, voici un lecteur au ton mesuré, Jean-Guy Giraud (Vallesvilles, Haute-Garonne), qui m'écrivait ceci dès le 26 juillet :

« Le Monde a accordé une place démesurée à l'affaire Benalla. Les dizaines d'enquêtes et d'articles qui ont mobilisé vos journalistes, vos colonnes et vos lecteurs sont hors de proportion avec l'événement lui-même : les regrettables mais superficiels débordements d'un garde du corps du président lors d'une manifestation où il n'avait manifestement pas sa place (...).

Si *Le Monde* n'est pas directement responsable de l'emballage médiatique et politique autour de cette "affaire", il l'a largement attisé en consacrant à celle-ci une couverture massivement excessive. Dès lors, on peut légitimement s'interroger sur les motivations de votre rédaction :

– sont-elles de nature commerciale, c'est-à-dire visant à augmenter le lectorat du Monde ?

– sont-elles de nature politique, c'est-à-dire visant à porter atteinte à l'image du président ?

Probablement les deux – la seconde étant de loin la plus problématique, s'apparentant à un positionnement politique délibéré et partisan de votre quotidien. Veuillez donc ici prendre note de l'étonnement et de la perplexité d'un fidèle lecteur – par ailleurs admiratif des véritables enquêtes menées par *Le Monde* sur d'autres sujets d'un intérêt plus évident. »

Le ton du courriel de Denis Morineau (Nantes) était nettement plus virulent : « La fabrication d'un scandale d'Etat, de toutes pièces, par le journal *Le Monde* s'avère un modèle du genre. Après avoir

lancé l'affaire Benalla à grand renfort de moyens journalistiques et marketing (enchaînement des "unes" tapageuses, accentuation de la polémique, dramatisation des enjeux...), la rédaction du Monde a ensuite tout fait pour profiter des développements de l'affaire, à l'instar d'une société de lobbying qui s'engouffrerait dans un incendie qu'elle a elle-même allumé, dans une logique qui semble faire peu de doutes : tenter de déstabiliser le pouvoir en place. »

D'autres lecteurs, par-delà leurs critiques, s'interrogent sur la mission du Monde. « Que vous souhaitiez, m'écrivent André et Colette Gallet, assurer un rôle d'alerte, d'information indépendante et crédible, notamment pour éviter d'éventuelles dérives de ceux qui ont le pouvoir, paraît logique, mais au travers d'un épisode comme celui-ci, il est fondamental de vous poser la question des limites de vos actions et du nécessaire recul que la presse écrite doit avoir par rapport aux informateurs en continu... »

Pour Michel Foucher (Lyon), « Le Monde doit choisir sa ligne, c'est-à-dire son camp, entre l'ancien "monde" et le nouveau qui doit advenir ». « Si Macron et Philippe échouaient, écrit-il, ce pays ne s'en remettrait pas et vous le savez bien. Alors, pourquoi oublier que le fondateur de votre quotidien fit le choix de soutenir la reconstruction de la France puis de la Constitution de la V^e République, très présidentielle en effet ? Ce que nous attendons de vous, c'est de prendre de la hauteur, de garder une distance critique face à la tyrannie des fameux réseaux sociaux qui font le lit des populismes (...). »

Quelques éléments d'ordre factuel permettent d'éclairer ces commentaires :

Nous avons, pendant cette période, consacré six manchettes à ce scandale : « Affaire Benalla : l'Elysée mis en cause » (20 juillet) ; « Les trois enquêtes de l'affaire Benalla » (21 juillet) ; « Pourquoi l'affaire Benalla devient une affaire d'Etat » (22-23 juillet) ; « Affaire Benalla : Collomb cible l'administration » (24 juillet) ; « Affaire Benalla : la riposte de Macron » (26 juillet) ; « Alexandre Benalla livre ses vérités » (27 juillet) ; « Enquête Benalla : les contradictions de l'Elysée » (2 août). La plupart de ces titres de première page renvoyaient à des articles contenant des informations exclusives.

« REFAIRE LE FILM DE CETTE AFFAIRE »

Nous avons publié durant cette période deux éditoriaux dont un, dans *Le Monde* daté 22-23 juillet, était ainsi titré : « Benalla : une affaire d'Etat ». Relisons les quelques lignes qui vous ont fait tant réagir : « (...) Cette affaire revêt toutes les caractéristiques d'une affaire d'Etat. Nous sommes en présence d'un pouvoir qui a, visible-ment, choisi de protéger un individu en raison de son appartenance au premier cercle de la Macronie, au mépris du respect de la loi et des règles. Elle révèle une série de dysfonctionnements au sein de l'Elysée qui ont eu des répercussions en cascade. Ainsi du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, ou des hauts fonctionnaires informés qui n'ont pas alerté la justice. Ainsi de la Préfecture de police de Paris dont trois des cadres ont déjà été sanctionnés dans ce dossier. C'est aussi une affaire d'Etat parce qu'elle affaiblit durablement le pouvoir et sa capacité à agir. Sans compter le trouble qui a saisi la majorité, tétanisée et déboussolée par l'attitude de l'Elysée. »

Au moins deux tribunes ont battu en brèche cette analyse. Pour Philippe Raynaud (*Le Monde* daté 29-30 juillet), on ne pouvait en aucune manière parler d'affaire d'Etat dans la mesure où le chargé de mission à l'Elysée avait certes commis « une faute regrettable », mais « aucunement commanditée par l'Elysée ». Trois jours plus tard, Georges Kiejman, avocat et ancien ministre de François Mitterrand, enfonçait le clou.

Autre chose : dans *Le Monde* du 26 juillet, nous avons publié l'essentiel du discours prononcé par Emmanuel Macron devant les députés de sa majorité à la Maison de l'Amérique latine. A cette occasion, il avait déclaré ceci : « Nous avons une presse qui ne cherche plus la vérité (...). Je vois un pouvoir médiatique qui veut devenir un pouvoir judiciaire, qui a décidé qu'il n'y avait plus de présomption d'innocence dans la République et qu'il fallait fouler aux pieds un homme et avec lui toute la République. » Décryptant les propos du chef de l'Etat, le directeur de la rédaction du Monde, Luc Bronner, répondait dans la même double page : « La presse ne s'est pas substituée à la justice qui, de son côté, a fait son travail en ouvrant une enquête au vu des informations du Monde. »

Dans *Le Monde* du 27 juillet, nous avons donné la parole à Alexandre Benalla. Pour la première fois depuis le déclenchement de l'affaire, il répondait longuement aux questions de trois journalistes du Monde.

Luc Bronner, qui était aux manettes du journal durant toute cette période, conteste l'accusation « d'en avoir trop fait » : « Il faut refaire le film de cette affaire pour mesurer l'onde de choc qu'elle a représentée dans la vie politique. Nos révélations provoquent d'abord l'ouverture d'une enquête préliminaire. Puis, au vu des informations recueillies par le parquet et la police, l'ouverture d'une information judiciaire, laquelle débouche sur des mises en examen par des juges d'instruction. »

Ces révélations conduisent, d'autre part, à l'installation d'une commission d'enquête au sein de l'Assemblée, laquelle, fait exceptionnel, explosera et ne parviendra pas à rendre de rapport. Une deuxième commission d'enquête, sénatoriale, est mise en place, qui va travailler pendant plusieurs mois.

Nos révélations, suivies de celles d'autres médias, ont mis en évidence des contradictions et des incohérences dans les déclarations de l'Elysée sur le rôle de Benalla et sur la gestion de cette affaire. Les commissions d'enquête, suivies en direct par des millions de téléspectateurs, ont montré, dans un moment démocratique étonnant, des hauts fonctionnaires et des ministres livrant des versions opposées alors qu'ils témoignent sous serment. Nos informations ont également permis de révéler l'existence de conseillers occultes, chargés de questions stratégiques, par exemple sur le terrorisme, et dont la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ignorait l'existence. Elles ont également permis de révéler un projet secret de réforme des services de sécurité de la présidence.

Alors, oui, cette affaire est importante : un conseiller de la présidence mis en cause pour des faits de violence dans le cadre d'une manifestation anti-Macron ; la volonté de dissimulation des plus hautes autorités alors que n'importe quel fonctionnaire est tenu par l'article 40 du code de procédure pénale ; des déclarations officielles sur les sanctions à l'encontre de M. Benalla démenties ensuite par nos révélations et le travail des policiers ; la diffusion sur les réseaux sociaux d'images de vidéosurveillance passées entre les mains, auparavant, dans l'illégalité absolue, de conseillers de l'Elysée. J'ajoute que l'impact politique a également été majeur. Le Parlement s'est arrêté de travailler pendant plusieurs jours, conduisant à un blocage et à la suspension sine die d'une réforme constitutionnelle. A quoi sert un journal, sinon à mettre au jour ce que les pouvoirs entendent dissimuler et à raconter ces moments où se révèlent les fonctionnements profonds d'un pouvoir ? Nous sommes là, aussi, pour déranger. »

Jérôme Fenoglio, le directeur du Monde, partage l'opinion de Luc Bronner : « Il ne s'agit évidemment pas d'une affaire comparable au Watergate. Je suis sur ce point en complet désaccord avec Jean-Luc Mélenchon, qui a fait ce rapprochement dans nos colonnes : l'affaire Benalla n'est pas de nature à provoquer la chute du président. Mais ça n'en est pas moins une affaire grave et révélatrice, dont le point de départ ne peut certainement pas être considéré comme un fait divers. Rien n'est plus sensible dans une démocratie que les questions concernant le maintien de l'ordre, rien ne doit être abordé avec plus de précautions, de contrôles et de procédures. De ce point de vue, la faille a été totale : des actes de violence ont été commis (et vraiment pas

anodins), les passe-droits se sont cumulés là où il ne doit y avoir que rigueur et sens du devoir. Tous ces faits sont très révélateurs des dysfonctionnements au sein de la machine de l'Elysée – la présidence en a d'ailleurs pris acte puisqu'elle a annoncé qu'elle allait être réorganisée. Ils ont également mis en lumière des risques de dérive dans la pratique du pouvoir : une forme de privatisation de la puissance publique, de l'arrogance, des réticences vis-à-vis des contre-pouvoirs, une perte du sens de l'exemplarité. On ne demande à personne d'être infaillible. Mais on demande aux plus hauts responsables de tendre vers l'exemplarité, a fortiori quand ils prétendent s'opposer aux mœurs anciennes. L'argument "ils ont fait pire dans le passé" a du mal à être entendu quand il est formulé par des personnes qui prétendaient faire autrement. »

TORDRE LE COU À UNE RUMEUR

S'agissant de la couverture de cette affaire par *Le Monde*, Jérôme Fenoglio persiste : « Les "unes" étaient justifiées par nos propres informations ou par des évolutions majeures de cette actualité. Nous ne sommes pas plus responsables de la manière dont les politiques se sont emparés de nos informations que comptables de l'écho que leur ont donné les autres médias. En revanche, nous devons répondre devant nos lecteurs de tout ce que nous publions, et, à ma connaissance, aucun des faits que nous avons mis au jour ne s'est révélé faux ou n'a été démenti. Nous avons traité nos lecteurs en personnes dotées de libre arbitre, capables de se faire leur opinion sur les informations complètes et contradictoires que nous portions à leur connaissance. C'est notre rôle de journalistes, et nous n'en sommes pas sortis. »

Il me reste à vous faire part de mon avis. Six manchettes, près de deux cents articles, c'est en effet beaucoup. Mais fallait-il faire autrement ? J'ai tout relu, et force est de constater l'extrême rigueur avec laquelle ces informations inédites ont été rapportées par nos journalistes. N'en déplaise aux nostalgiques d'un soi-disant âge d'or du Monde, il n'en a pas toujours été ainsi.

Avons-nous mis de côté des informations pour accorder une place disproportionnée à l'affaire Benalla ? Je ne le pense pas. Je vous invite à relire les numéros dont la manchette était consacrée à cette affaire : qu'auriez-vous fait à notre place ? Le scoop ou la « manchette magazine » un peu tiède ? Affaire de tempérament, sans doute.

Je ferais une exception, qui concerne la manchette « Pourquoi l'affaire Benalla devient une affaire d'Etat ». Le jour où ce titre a été rédigé, reconnaissons qu'il n'aurait pas tout à fait de soi. D'autant qu'il était accompagné de cette « puce », en sous-titre de « une » : « Cette affaire est du niveau du Watergate », estime M. Mélenchon ». Effet de sens garanti, collision des titres, le résultat n'était pas heureux. D'ailleurs, à quoi cela sert-il de vouloir à tout prix qualifier une affaire ? Les faits parlent d'eux-mêmes, et vous êtes assez fin connaisseurs de l'actualité pour vous forger vous-mêmes une opinion.

Pour finir, je voudrais tordre le cou à une rumeur : non, nous n'avons pas attendu la finale de la Coupe du monde de football pour « sortir » ce scoop. Non, nous n'avons pas cherché à « gâcher » la fête. Ariane Chemin, avec qui j'en ai longuement parlé, a publié son premier article lorsqu'elle a jugé que son enquête lui permettait de l'écrire. Aucun autre paramètre n'est intervenu.

En attendant la reprise des auditions de la commission d'enquête sénatoriale, prévue pour la semaine prochaine, laissons la chute de cette chronique à une fidèle lectrice lyonnaise, Janelou Lemonde. Le 30 juillet, elle m'adressait ces quelques mots : « Quoi ! Deux jours de suite sans "une" sur l'affaire Benalla ! C'est inhumain... » ■

« NOUS AVONS TRAITÉ NOS LECTEURS EN PERSONNES DOTÉES DE LIBRE ARBITRE, CAPABLES DE SE FAIRE LEUR OPINION SUR LES INFORMATIONS COMPLÈTES ET CONTRADICTOIRES QUE NOUS PORTIONS À LEUR CONNAISSANCE »

JÉRÔME FENOGLIO

« SI LE MONDE N'EST PAS DIRECTEMENT RESPONSABLE DE L'EMBALLAGE MÉDIATIQUE ET POLITIQUE AUTOUR DE CETTE "AFFAIRE", IL L'A LARGEMENT ATTISÉ »

JEAN-GUY GIRAUD
(Vallesvilles,
Haute-Garonne)